

17 JUIN 1962 /

L'accord qui signait

Qui parmi les spectateurs de la station d'Alger de la télévision française s'attendait, ce 17 juin 1962, à voir et à entendre le Dr Chawki Mostefai, responsable du groupe FLN de l'Exécutif provisoire faire état d'un accord entre le Front et l'OAS et qui des Algériens en ont aujourd'hui connaissance ?

L'accord, confirmé le soir même par Jean-Jacques Susini, responsable politique de l'OAS, dans une émission pirate, pour autant qu'il ait pu aussi surprendre acteurs et observateurs du conflit, n'en marque pas moins une inflexion décisive dans le cours de la transition vers l'indépendance mise en place par les accords d'Evian de mars 1962.

Il est pour le moins notable qu'en cinquante années d'indépendance et de polémiques récurrentes de légitimité ou portant sur tel fait ou tel acteur de la guerre d'indépendance, cet épisode, non dénué d'enjeux dans un contexte d'extrême violence, ait été à ce point scotomisé et littéralement effacé de la mémoire collective nationale.

L'accord du 17 juin 1962 est-il ainsi stricto sensu un non-événement à la fois dans la liturgie patriotique instituée — dont il ne pouvait que bouleverser les postulats héroïques et populistes — mais aussi dans les élaborations académiques d'un récit national et tout autant dans les recherches — souvent d'une grande diversité — engagées y compris en France même.

Dans ses mémoires, le président de l'Exécutif provisoire Abderrahmane Farès, qui avait joué un rôle de premier plan dans la conduite de ces négociations, a priori improbables, souligne que cet accord «amena le miracle de la fin immédiate de l'OAS et de la guerre d'Algérie»⁽¹⁾. Ce seul titre justifierait que l'on s'y intéressât et que l'on rappelât ce que fut l'OAS, ses objectifs et les conditions qui présidèrent aux négociations avec le FLN.

1- Les illusions meurtrières de l'OAS

Formellement mise sur pied en Espagne en février 1961 par un groupe d'ultras de l'Algérie française exilés ou entrés en clandestinité au lendemain de l'échec de «la semaine des barricades», l'Organisation armée secrète, OAS, s'enracine en Algérie même au lendemain de l'échec du putsch des généraux d'avril 1961 et avait vocation à fédérer civils et militaires engagés dans la défense, par tous les moyens, du maintien de l'Algérie française⁽²⁾.

Des assassinats ciblés de M^e Popie et du commissaire Gavoury jusqu'à ceux de Château Royal où périrent Mouloud Feraoun et ses compagnons, l'OAS prétend d'abord frapper «là où elle veut et quand elle veut»

avant de faire sans nuance du musulman algérien — et cela comprend largement les Algériennes — l'objectif déclaré de son action.

Que le but ait été de contraindre d'une part le FLN à réagir et par effet d'entraînement cheville encore plus l'armée française aux intérêts des activistes de l'Algérie française faisait peu de doute. La stratégie de «faire basculer l'armée» se comprenait, comme l'explique sans ambages Jean-Jacques Susini, responsable politique de l'OAS : «Nous envisagions un nouveau coup de force, le putsch avait échoué, mais un autre soulèvement de l'armée pouvait réussir, pensaient les militaires.

Comment, avec quels chefs et quelles unités ? Nous en discutons. Pour moi, *l'atout majeur restait la mobilisation de la population, de la population en armes. Il fallait établir une passerelle entre les civils en armes, les unités territoriales pour simplifier et le reste de la population.*⁽³⁾

Ce rappel, d'une source aussi autorisée, remet en perspective les conduites et les responsabilités des Européens d'Algérie, principalement à Oran et dans la capitale où ils étaient fortement implantés, durant cette meurtrière séquence⁽⁴⁾ dont témoignent aussi les journées des casseroles ou du ruban qui visaient à rendre audible et visible la réalité du soutien dont bénéficiait l'OAS.

«La population était de notre côté. Nous trouvions des relais partout», précise Jean-Jacques Susini qui ajoute : «Nous étions comme un poisson dans l'eau dans la population algérienne»⁽⁵⁾.

La circulaire 29 de février 1962 du général Salan — Soleil, dans la clandestinité — codifiait ce qui allait être connu comme la politique de la terre brûlée dont l'objectif déclaré était de rendre inapplicables les accords annoncés entre le GPRA et le gouvernement français⁽⁶⁾ et requerrait explicitement l'extrême violence de l'organisation, autrement dit des Européens engagés dans la défense de l'Algérie française.

Il s'agit bien ainsi d'une guerre comme en rend compte sans ambiguïté Susini qui ciblait d'abord — ce sont ses termes — les «pro-FLN» et devait par la suite s'élargir aux éléments de l'armée française dans laquelle les civils européens en armes ou pas ont pris une part active et à divers niveaux du renseignement ou de l'action.

«En mai 1962 — relève Jean-Pierre Peyroulou —, le préfet de police d'Oran Biget estimait que la sécurité publique, les renseignements généraux, la police de l'air et des frontières, ainsi que la police judiciaire composées à 90% de pieds-noirs étaient inutilisables pour le maintien de l'ordre»⁽⁷⁾. Toutes les cibles visées lors de l'expédition punitive montée par le Commandant Azzeddine et les hommes de la Zone autonome d'Alger le 14 mai 1962 étaient des civils en armes connus comme tueurs de l'OAS⁽⁸⁾.

S'il est, sans surprise, controversé le bilan des opérations de l'OAS — qui aurait fait, selon le préfet de police d'Alger Vitalis Cros, trois fois plus de victimes que le FLN entre 1956 et mai 1962 — pour les seuls deux mois de mars à mai 1962, s'établit à ce niveau insoutenable de mille six cent cinquante-huit tués et cinq mille cent quarante-huit blessés dont quatre vingt cinq pour cent (85 %) de musulmans selon une source du commandement militaire.

2- Les voies improbables d'une négociation

Si l'OAS pouvait sans conteste se prévaloir du soutien d'une large part des Européens d'Algérie — y compris dans les services publics et l'administration — sa capacité de nuisance et de négociation était jour après jour affaiblie à la fois par le poids de dissensions internes et par le démantèlement progressif de sa direction — notamment l'arrestation de Salan — mais de manière plus déterminante par le nouveau contexte politique né des accords d'Evian.

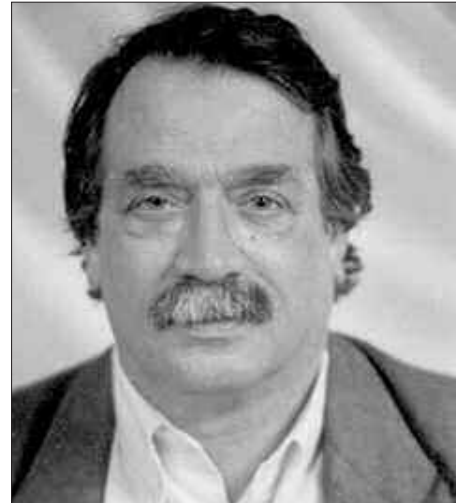
Susini prend acte du délitement de l'organisation et fait le constat que les Européens d'Algérie devaient faire le deuil de l'Algérie française et au terme de réflexion estime qu'il fallait «changer d'axe.

Prendre langue avec l'aile modérée du FLN pour tenter d'obtenir des garanties en faveur des Européens qui décideraient de rester en Algérie»⁽⁹⁾, mais l'initiative de la prise de contact est celle de Abderrahmane Farès, président de l'Exécutif provisoire, convaincu que «la seule solution — au climat de violence qui prévaut — est de rencontrer Susini»⁽¹⁰⁾ qui fait passer le message par ses réseaux d'amitié.

La première rencontre, le 18 mai, dans l'appréhension et la tension, a lieu dans une ferme de l'Alma où Farès se rend seul et sans protection. Susini parle de garanties pour les Européens, Farès explique que celles-ci sont largement assurées par les accords d'Evian y compris l'amnistie des faits liés à la guerre.

La président de l'Exécutif provisoire, après s'être assuré que Susini parlait bien au nom de l'OAS, évoque une trêve comme signe d'apaisement — Susini appellera effectivement à la suspension des opérations — et s'engage à informer rapidement le

P^r Abdelmadjid MERDACI
mad.benhacen@yahoo.fr



GPRA de la rencontre et de son contenu. Son émissaire Boutaleb arrive à Tunis à l'heure où toute la direction du FLN était réunie en congrès à Tripoli et en dépit du contretemps une seconde rencontre au domicile de Jacques Chevalier à laquelle prend aussi part le colonel Gardes.

L'OAS qui s'interroge sur la sincérité de Farès choisit de mettre la pression sur les Algériens et le colonel Godard fait savoir que des opérations sont envisagées pour faire sauter les égouts d'Alger et agite la menace d'un bombardement de La Casbah et de Belcourt.

Le 7 juin, Farès en compagnie de Bentetifa et du D^r Chawki Mostefai, dûment informé des tractations secrètes, se rend à Tripoli où il fait adouber sa démarche par Ben Bella. «Au point où on en est, il ne peut être question d'un accord écrit. Trouvez une formule orale. L'essentiel est que le référendum puisse se tenir»⁽¹¹⁾ les instruit ce dernier, puis à Tunis où il rend compte au président Benkhedda. Mostefai est officiellement mandaté pour poursuivre les négociations et le président du GPRA confirme aux deux responsables que la position exprimée par Ben Bella, à savoir négocier mais pas d'écrit, est bien tout à fait celle du GPRA.

Dans un témoignage rendu public à la fin des années quatre-vingt-dix, le D^r Mostefai est bien plus précis que Farès sur les attermoissements des deux clans qui se disputent le contrôle du GPRA dont il ressort que l'assentiment à la poursuite des contacts avec l'OAS — une première fois interrompus sur injonction du président du GPRA — obtenu du bout des lèvres ne présageait en rien de la lecture qui en serait faite plus tard.

Les membres de l'Exécutif provisoire rentrent à Alger avec une idée plus précise des dissensions au sein de la direction du Front et le sentiment de l'urgence dans la conduite des négociations.

LES PROTAGONISTES



Abderrahmane Farès

Notaire, ancien élu au Conseil général d'Alger, ancien président de l'Assemblée algérienne. Placé à la tête de l'Exécutif provisoire chargé de la

transition aux termes des accords d'Evian. C'est lui qui prend l'initiative des premiers contacts avec Susini.

Dr Chawki Mostefai

Militant indépendantiste, membre du comité central du



MTLD. Il représente le FLN à Tunis puis à Rabat avant d'être désigné à la tête du groupe FLN de l'Exécutif provisoire. Il lui revient de rendre publics, sur les ondes de la radio et de la télévision, les termes de l'accord FLN-OAS.

Jean-Jacques Susini

Etudiant en médecine, milite dans les rangs des syndicats ultras en France avant de revenir à Alger. Condamné pour sa participation à la semaine des barricades, réfugié en Espagne, il prend part à la création de l'OAS en janvier 1951. Chargé de l'agitation-propagande dans l'organigramme de l'organisation, proche du général Salan ; il est considéré



comme le premier responsable politique de l'OAS. Conduit les négociations avec les représentants du FLN et donne lecture de l'accord lors d'une émission radio pirate le 17 juin.

Jacques Chevalier

Ancien maire d'Alger, considéré comme l'une des figures libérales de la communauté européenne, il avait associé des élus du MTLD à son conseil municipal. Ancien ministre dans le gouvernement Mendès France, il joue un rôle de médiateur dans les négociations FLN-OAS qui se déroulent, en partie, dans son bordj d'El-Biar.

Jean-Marie Tiné

Entrepreneur, proche de Jacques Chevalier, il met sa villa à la disposition des négociateurs le 15 juin et prend part à la rencontre décisive.